



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES DU LOT N° 3











ACCORD-CADRE N° 2511I001

**Fourniture et livraison de palplanches
métalliques neuves**

Lot n° 3 : Contrôle extérieur de palplanches neuves

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux CS 30820
62408 BETHUNE**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Lot n°3 – Contrôle extérieur de palplanches neuves
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec (critère)
	Durée / Délai	Durée ferme de deux ans, reconductible tacitement une fois pour une durée de deux ans (2+2)
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec (si le titulaire l'accepte dans l'acte d'engagement)

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Décomposition du contrat	4
1.4 - Attributaire	4
1.5 - Type d'accord-cadre	4
1.6 - Prestations complémentaires	5
Article 2- Pièces contractuelles	5
Article 3- Intervenants	5
3.1 - Pouvoir adjudicateur	5
3.2 - Titulaire	6
3.3 - Cotraitance	6
3.4 Sous-traitance	7
Article 4 - Durée et délais de livraison	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Prolongation des délais d'exécution	7
Article 5 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre	7
5.1 - Réunion de lancement de l'accord-cadre	7
5.2 - Réunion de suivi d'exécution des prestations	7
5.3 - Emission des bons de commande et contenu des bons de commande	8
5.4 - Exécution opérationnelle	8
5.5 - Opérations de vérification	8
Article 6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	9
Article 7 - Modalités de règlement des comptes	10
7.1 - Règlement des comptes des cotraitants	10
7.2 - Règlement des comptes au titulaire	10
Article 8 - Pénalités	12
Article 9 - Avance et clauses de financement et de sûreté	13
9.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance	13
9.2 - Cautonnement	13
9.3 - Nantissement de l'accord-cadre	14
9.4 - Retenue de garantie	14
Article 10 - Changements affectant le statut du titulaire	14
Article 11 - Discrétion et confidentialité	14
Article 12 - Ethique et respect des principes de développement durable	14
Article 13 - Propriété intellectuelle	15
Article 14 - Résiliation du contrat	15
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	15
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
Article 15 - Dispositions diverses	16
15.1 - Langue	16
15.2 - Droit	16
15.3 - Notification	Erreur ! Signet non défini.
15.4 - Règlement des litiges	17
Article 16 - Dérogations au CCAG - FCS	17

Article 1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché public a pour objet la fourniture et la livraison de palplanches métallique neuves profilées à froid ou laminées à chaud sur l'ensemble du réseau géré par VNF, ainsi que le contrôle de leur qualité (géométrique, mécanique et chimique).

Le présent accord cadre ne s'applique pas pour la commande de palplanches dans les cas suivants :

- marchés de conception-réalisation ;
- Marchés de travaux pour lesquels les variantes sont autorisées ;
- Réalisation d'ouvrages provisoires (batardeaux de chantier) ;
- Possibilité de dérogation sur demande pour les ouvrages ponctuels de Génie Civil (écluse, barrage de navigation...).

La description détaillée des prestations et des conditions de leur réalisation sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chacun des lots.

La consultation se décompose en trois lots définis à l'article 1.3 du présent CCAP.

Lieux d'exécution :

Le(s) lieu(x) d'exécution du marché sera(ont) déterminé(s) en fonction des besoins de VNF dans le périmètre géographique de chaque direction territoriale et de chaque unité opérationnelle de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage.

Le(s) lieu(x) de livraison seront précisés dans chaque bon de commande.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition du contrat

L'accord-cadre est décomposé en trois lots, conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique :

- Lot n° 1 : Fourniture et livraison de palplanches neuves profilées à froid ;
- Lot n° 2 : Fourniture et livraison de palplanches neuves laminées à chaud ;
- Lot n° 3 : Contrôle extérieur de palplanches neuves.

Il n'est pas prévu de découpage en tranches, ni en phases.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne uniquement le lot n°3 : contrôle extérieur de palplanches commandées.

1.4 - Attributaire

Le lot 3 de l'accord-cadre est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

1.5 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum des prestations concernant le lot n°3 pour la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise, soit 4 ans, est défini comme suit :

N° du lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre
3	Sans minimum	250 000

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sur la durée de l'accord-cadre, reconduction comprise, sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Le DQE est à compléter par les candidats et servira à l'analyse du critère prix.

1.6 - Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

- Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, VNF se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre, sous réserve que le ou les marchés publics correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

Article 2- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe propre au lot n° 3 ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) propre au lot n° 3 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes propres au lot n° 3 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹ ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre au lot n° 3 ;
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les bons de commande émis sur la base de l'accord-cadre ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-FCS, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

Article 3- Intervenants

3.1 - Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

¹ [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance](#)

Les représentants du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent accord-cadre sont :

- d'une part, la directrice générale ou toute personne habilitée (siège) et les différents directeurs/directrices territoriales,
- d'autre part, la Direction de l'ingénierie et la maîtrise d'ouvrage (DIMOA).

Dans le cas où le bon de commande est passé une direction territoriale, le directeur territorial ou la directrice territoriale concerné, ou toute personne désignée par celui-ci/celle-ci pour le/la remplacer, est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il est compétent pour passer les différents actes d'exécution. Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Dans le cas où le bon de commande est passé par la DIMOA, c'est le directeur de la DIMOA, ou toute personne désignée par celui-ci pour le remplacer, qui est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre dans les mêmes conditions suscitées.

Le pilotage de la prestation d'ensemble est assuré par la DIMOA.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les bons de commande seront émis par la direction de l'infrastructures et de la maîtrise d'ouvrage (DIMOA) et les directions territoriales.

3.2 - Titulaire

Le titulaire indique, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations (chef de projet, interlocuteur dédié, ...)

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de 15 jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le refuse pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 15 jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur refuse le second remplaçant proposé.

3.3 - Cotraitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs

groupements.

Pour rappel, lors de la procédure de consultation, et conformément à la réglementation applicable, la forme du groupement était laissée libre ; toutefois, en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par l'Établissement était un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché ne respecte pas cette exigence, il peut se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Établissement tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.4 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

Article 4 - Durée et délais de livraison

4.1 - Durée du contrat

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est reconductible tacitement une (1) fois pour une durée de deux (2) ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre (reconduction comprise) ne peut excéder quatre (4) ans.

Les délais d'exécution qui ne sont pas fixés dans le CCTP seront indiqués dans les bons de commande.

La date prévisionnelle de notification est fixée au premier trimestre 2026.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 5 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre

5.1 - Réunion de lancement de l'accord-cadre

Afin d'assurer le cadrage du présent accord-cadre, une réunion de lancement sera déclenchée par bon de commande et organisée avec le titulaire de chaque lot après la notification de l'accord-cadre afin de préciser les modalités d'exécution décrites ci-après.

Cette réunion se tiendra soit en présentiel à l'antenne parisienne de VNF située à Paris au 156, rue du Faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS, soit à la DT Nord-Est, soit à distance en visio-conférence.

Le titulaire devra obligatoirement être représenté par le chef de projet.

5.2 - Réunion de suivi d'exécution des prestations

Afin de s'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur organisera chaque année une réunion de suivi avec le titulaire de chaque lot déclenché par bon de commande afin de faire le bilan annuel des prestations effectuées lors de l'année n-1.

Ces réunions se tiendront soit en présentiel à l'antenne parisienne de VNF située à Paris au 156, rue du Faubourg Saint-Denis - 75010 PARIS, soit à la DT Nord-Est, soit à distance en visio-conférence.

Le titulaire devra obligatoirement être représenté par le chef de projet.

5.3 - Émission des bons de commande et contenu des bons de commande

Les commandes sont effectuées ponctuellement, à la survenance du besoin par les Directions Territoriales (DT) et la Direction de l'Infrastructures et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA).

Le détail et le délai d'exécution des prestations figureront dans chaque bon de commande en accord avec les dispositions de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception. Le titulaire est tenu d'accuser réception du bon de commande sous 48h ouvrées. Les délais courent à compter de la notification du bon de commande. La notification est la date de réception par VNF de l'accusé de réception de la commande ou à défaut 48h après l'envoi de la commande.

VNF se réserve le droit de modifier ou annuler, tout ou partiellement, une commande sans frais dans les huit (8) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.

Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre ;
- L'identification précise du destinataire (adresse postale, téléphone, désignation du responsable de la réception de l'opération au sein de VNF) ;
- Les caractéristiques du ou des produits contrôlés ;
- Le ou les lieux où les palplanches sont stockées. Le lieu de stockage peut être soit réalisé sur un seul et même site (il s'agit alors du lieu de livraison), soit réalisé en quatre sites différents au maximum (lieu de livraison et trois sites situés dans un périmètre de trente (30) kilomètres) ;
- Le protocole de sécurité pour le contrôle ;
- La date d'effet du bon de commande ;
- Le délai d'exécution du contrôle ;
- Le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Toutes mentions et précisions utiles.

5.4 - Exécution opérationnelle

L'établissement et le suivi des bons de commande, le contrôle de conformité des prestations et la réception des prestations sont du ressort des représentants des directions territoriales et de la direction de l'infrastructure et de la maîtrise d'ouvrage.

Les paiements seront effectués par l'agent comptable assignataire concerné, dont la liste est fournie dans l'acte d'engagement.

5.5 - Constatation de l'exécution des prestations

5.5.1 Opérations de vérification

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un (1) mois pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives des prestations. Les opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été fournies et qu'elles sont conformes aux caractéristiques définies dans le CCTP.

5.5.2 Décision après vérification

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 30 du CCAG-FCS sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

En complément à l'article 30 du CCAG-FCS, les notifications des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

Article 6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont définies dans le CCTP et le bordereau des prix (BPU) sous forme de prix unitaires.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, la préparation des réunions, la rédaction des comptes-rendus, les documents et livrables exigés (rapport de contrôle, rapport d'intervention) et les frais de reprographie, les frais afférents au conditionnement, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment les prix des prestations décrites dans le CCTP du lot n°3 et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés (les frais de déplacement, de logement, de matériel mis à disposition pour la réalisation d'analyses et tous les frais y afférents). Ils tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Les dépenses nécessaires à l'exécution des différentes réunions, lorsqu'elles sont commandées en présentiel, comprennent les frais de déplacement et tous les frais y afférents (restauration, préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire).

Les prix du marché sont établis en euro hors T.V.A.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix concernant ce lot sont fermes la première année puis révisibles annuellement, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, le « mois zéro » est le mois de signature de l'avenant par le titulaire.

Indice de référence

L'indice de référence est le Syntec ; il est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P(0) [0,15 + 0,85 (SYN(n) / SYN(0))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- SYN(n) est la valeur de l'indice correspondant au mois de révision, c'est-à-dire le mois de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.
- SYN(0) est la valeur de l'indice de référence au mois zéro.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le

dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 7 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- ✓ au titulaire,
- ✓ au mandataire et ses cotraitants

7.1 - Règlement des comptes des cotraitants

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

7.2 - Règlement des comptes au titulaire

7.2.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement

- Les prestations concernées par le règlement partiel définitif

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

- Les prestations concernées par les acomptes

En application de l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les 3 mois. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

7.2.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;

6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le cas échéant, la retenue de garantie ;
9. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
10. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
11. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
12. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
13. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

7.2.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la demande de paiement (facture) est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire.
- Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux paiements pour solde et règlements partiels définitifs sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

7.2.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les comptes assignataires du paiement sont référencés dans l'acte d'engagement.

Article 8 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités définies ci-dessous dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités s'appliquent après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 alinéas 2 et 3 du CCAG-FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/500$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant de la pénalité est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour retard dans la remise de livrable	Journalière	100 €	En cas de remise tardive d'un livrable, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par livrable et par jour ouvré de retard.
Pénalité pour absence à une réunion	Forfaitaire	300 €	En cas d'absence du chef de projet à une réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.
	Journalière	50 €	En cas de non-transmission dans le délai imparti d'un compte-rendu d'une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ci-dessus est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée chaque pénalité.

Article 9 - Avance et clauses de financement et de sûreté

9.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sur la base de l'article 11 option A du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Ce taux est porté à 20% si le titulaire est une PME.

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

9.2 - Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

9.3 - Nantissement de l'accord-cadre

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique est la directrice générale de VNF.

9.4 - Retenue de garantie

Sans objet.

Article 10 - Changements affectant le statut du titulaire

Durant la période de validité du marché public, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

Article 11 - Discretion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Article 12 - Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;

- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

Article 13 - Propriété intellectuelle

L'accord-cadre donne naissance à des droits de propriété intellectuelle.

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS, avec les compléments et dérogations précisées ci-dessous.

Les droits de propriété intellectuelle concernent l'utilisation de l'ensemble des résultats de l'accord-cadre, soit l'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent accord-cadre.

Les résultats du présent accord-cadre sont, entre autres, l'ensemble des livrables suivants :

- Rapports de contrôle
- Rapports d'intervention
- Comptes-rendus de réunion

Les modes d'exploitation des résultats présents et à venir sont notamment les suivants :

- utilisation des résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché public ;
- utilisation des résultats par des agents VNF dans le cadre de leur fonction ;
- transmission des résultats à des opérateurs économiques qui en font la demande dans le cadre d'une consultation relative à un projet de marché public de VNF ;
- utilisation des livrables à des fins de formations internes à VNF y compris de manière dématérialisée ;
- exploitation des résultats à des fins économiques.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, et le cas échéant aux tiers désignés dans le bon de commande, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents à ces résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, soit le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.

Ainsi, pour tous modes d'exploitation et sur tous supports actuels ou futurs, en ce compris sur les supports papiers, magnétiques, optiques, audio, vidéo, numériques, et intranet, sans que cette énumération soit limitative, les droits suivants sont cédés par le titulaire au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations.

Le pouvoir adjudicateur dispose, dans le cadre de l'utilisation des résultats, des droits de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger et de traduire les résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés.

Le pouvoir adjudicateur (et le cas échéant les tiers désignés dans le bon de commande) pourra(ont) faire usage des résultats même partiels et pour toute utilisation entrant dans son(leur) champ de compétence matérielle et territoriale pour une durée de 20 ans à compter de la date de livraison des résultats.

Si besoin, en complément de l'article 37.1.1 du CCAG-FCS, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF et dont la liste aura été dressée par VNF.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre non exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Article 14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

14.1.1 - Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans le cas mentionné à l'article 32.1 du CCAG-FCS en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

14.1.2- Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution ou confirmation de son incapacité à exécuter une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

14.1.3- Résiliation unilatérale du fait de VNF

Le directeur général de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation car le présent accord-cadre est conclu sans engagement sur un montant minimum. Seules les prestations déjà réalisées, et les frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées, pourraient faire l'objet d'une indemnisation, si le titulaire en fait la démonstration conformément à l'article 42 alinéa 2 du CCAG-FCS.

Le paiement de l'indemnité se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1 - Langue

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en langue française.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15.2 - Droit

Le droit français est le droit applicable.

15.4 - Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le siège du pouvoir adjudicateur.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)3 59 54 23 42
Télécopie : +33 (0)3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Article 16 - Dérogations au CCAG - FCS

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.5.1 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.5.2 du CCAP déroge aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1.3 du CCAP déroge à l'article 42 alinéa 1^{er} du CCAG - Fournitures Courantes et Services